REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SECURITE
SOCIALE ET DE LA JUSTICE

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERSONNEL
CIVIL DE L'ETAT

07319 DU 16/6/87
DECRET N° /MTSSJ /DGFP/DGPCE
portant reclassement et nomination
de Monsieur MAFOUMBI (Albert) Attaché
des SAF de 3° échelon des cadres de la
catégorie A hiérarchie II des Services
Administratifs et Financiers -SAF-
(Administration Générale)

LE PREMIER MINISTRE,

(/ISAS:

(/u la Constitution du 8 Juillet 1979;
(/u la loi n°076/84 du 7 Décembre 1984, portant ratifi-
cation de l'Ordonnance n°019/84 du 25/01/1984, portant modification
de certaines dispositions de la Constitution du 8 Juillet 1979;
(/u la loi n°15/62 du 3 Février 1962 portant Statut
Général des fonctionnaires;
(/u l'arrêté n°2087/FP du 21 Juin 1958, fixant le règle-
ment sur la solde des fonctionnaires;
(/u le décret n°59/23 du 30 Janvier 1959, fixant les
conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE des
fonctionnaires;
(/u le décret n°62*130/MF du 9 Mai 1962, fixant le ré-
gime des rémunérations des fonctionnaires;
(/u le décret n°62*195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la
hiérarchisation des diverses catégories des cadres;
(/u le décret n°62*197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les
catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n°15/62
du 3 Février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires;
(/u le décret n°62*198/FP du 5 Juillet 1962, relatif à
la nomination et à la révocation des fonctionnaires;
(/u le décret n°62*426 du 29/12/1962, fixant le Statut
des cadres de la catégorie A, des SAF;
(/u le décret n°67*50/FP-BE du 24 Février 1967, règle-
mentant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes
réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitu-
tions de carrière et reclassements notamment en son article Ier
§ 2;
(/u le décret n°74*470 du 31 Décembre 1974, abrogeant
et remplaçant les dispositions du décret n°62*196/FP du 5 Juillet
1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires;
(/u le décret n°80*630 du 27/12/1980, portant déblocage
des avancements des Agents de l'Etat;
(/u le décret n°86*877 du 18/07/1986, sur la prise
d'effet des avancements et reclassements;
(/u le décret n°84*856 du 8/06/1984, portant nomination
du Premier Ministre;
(/u le décret n°86*1172 du 10/12/1986, portant nomination
des Membres du Gouvernement;
(/u le décret n°86*1173 du 30/12/1986, portant organi-
sation des intérimaires des Membres du Gouvernement;
(/u le décret n°85*260 du 5 Mars 1985, déterminant le
circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avance-
ments et révisions des situations administratives des Agents de
l'Etat;

D.G.B.

D.C.F.

[Handwritten signature]

(/u l'arrêté n°696/MTERFPPS/DGFP/DGFCE du 27/11/1986 autorisant certains fonctionnaires des Services Administratifs et Financiers (SAF) déclarés admis au concours professionnel à suivre un stage de formation en Administration Générale à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) de Brazzaville en tête NDOLMOU LOUMBE Joseph (Régularisation)

(/u l'arrêté n°6624/MTPS-DGTFP-DFP du 2/8/1984 portant promotion au titre de l'année 1984 des Fonctionnaires des cadres des A2 et B des SAF (Travail et Administration Générale)

(/u la lettre n°29/ACC-CAB du 26/2/1986 du Secrétaire Général du Conseil Constitutionnel transmettant le dossier de l'intéressé;

DECRETE :

ARTICLE 1ER:- En application des dispositions du décret n°62426 du 29/12/1962 susvisé, Monsieur MAFOUMBI (Albert) Attaché de 3^e échelon, indice 750 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers -SAF- (Administration Générale) en service au Secrétariat Général du Conseil Constitutionnel à Brazzaville, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature; Ordonnance d'Administration Générale délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé au grade d'Administrateur de 1^{er} échelon, indice 790. ACC = Néant.

ARTICLE 2:- Conformément aux dispositions du décret n°864877 du 18/7/1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3:- Le présent **DECRET**, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 8/11/1986 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, ~~sera enregistré, publié au JORNS et communiqué partout où besoin sera.~~

Brazzaville, le 16 JUIN 1987

PAR LE PREMIER MINISTRE,

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX,

[Handwritten signature]

[Large handwritten signature]

Commandant Dieudonné KINDELES.-

Angé Edouard FOUNGUI.-

- AMPLIATIONS:**
- JORPC.....1
 - DGFP/DGPCE..2
 - DGFP/BST....2
 - DGB.....2
 - DCF.....2
 - CC.....2
 - SADCC.....2
 - DOSSIER.....3
 - INTERESSE...1
 - SGG/BC.....2

[Handwritten mark]